PRÊT, DISPOSÉ ET APTE

Responsabiliser les pays pour relever le défi climatique

PNUE

REMERCIEMENTS

Directrice PNUE/DTIE : Sylvie Lemmet
Coordination : Sophie Bonnard
Éditeur : Moira O'Brien-Malone
Conception : Thad Mermer
Conseiller spécial : Fanina Kodre-Alexander
Coordinateur du changement climatique : Kaveh Zahedi

Contributeurs : Keith Alverson, Lawrence Agbemabiese, Kati Autere, Monika Bertzky, Dean Cooper, Charles Davis, Vered Ehsani, Françoise d'Estais, Ermira Fida, Julie Greenwalt, Abdul-Majeid Haddad, Seraphine Haeussling, Ghita Hannane, Miriam Hinostroza, Alexander Koch, Suzanne Lekoyiet, Akefetey Mamo, Georges Manfull, Lera Miles, Richard Munang, Martina Otto, Wahida Patwa-Shah, Ravi Prabhu, Mark Radka, Jorge Rogat, Myriem Touhami, James Verner, Jochem Zoetelief.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Kaveh Zahedi à : climate.coordinator@unep.org

Programme Copyright © Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2011

À condition d'en mentionner la source, la présente publication peut être reproduite intégralement ou en partie sous quelque forme que ce soit, à des fins pédagogiques ou non lucratives, sans autorisation spéciale des détenteurs du copyright. Le PNUE souhaiterait recevoir un exemplaire de tout matériel utilisant la présente publication comme source. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du PNUE.

Avertissement
Les termes utilisés et la présentation du matériel contenu dans la présente publication ne sont pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant le statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville, d'une zone, ou de ses autorités, de la délimitation de ses frontières ou de ses limites. De plus, les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement la décision ou la politique officielle du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de même que la mention de marques ou de méthodes commerciales ne constitue pas une approbation.

ISBN: 978-92-807-3225-2
DCP/1466/NA

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette publication a été imprimée sur du papier recyclé, avec des encres végétales ainsi que d'autres pratiques respectueuses pour l'environnement. Notre politique de distribution vise à réduire l'empreinte carbone du PNUE.

CONTENU

Avant-propos 2

Responsabiliser les pays pour relever le défi climatique 4

Stimuler l'intégration des technologies faibles émissions de carbone 6
Parcs automobiles plus propres pour un monde plus propre 8
Mettre la bioénergie sur la carte 10

Promouvoir la préparation du marché pour l'investissement dans l'énergie propre 12
Renforcer les marchés du carbone en Afrique 14
Miser sur les opportunités de l'Afrique 16
Créer un marché pour le soleil 18

Edifier des sociétés adaptées aux aléas climatiques 20
Une moisson de connaissances 22
Une vue de la côte 24
S'atteler à la lutte contre le changement climatique au niveau local 26

REDD + 28
Sauvegarder les forêts et les populations avec REDD + 30
Au-delà du carbone : REDD + avantages de la biodiversité 32

Aider les pays par rapport au processus de la CCNUCC 34
Garder les lignes de communication ouvertes 36
Cibler les Technologies 38
Capacités renforcées, résilience améliorée 40
L'ABC du MDP 42
Le démarrage pratique et rapide de l'Iraq 44

Travail du PNUE sur les changements climatiques 48

AVANT-PROPOS

Dans le monde entier, les gouvernements, nationaux, régionaux et locaux, les entreprises et la société civile sont une juste démonstration de jusqu'où et à quelle vitesse certains secteurs de la société peuvent faire la transition vers un avenir climatique flexible, à faibles émissions de carbone et un renforcement d'économies écologiques au XXIe siècle. Des hypothèques vertes au Mexique et tarifs de rachat d'électricité au Kenya, aux investissements du secteur privé dans l'industrie de l'énergie renouvelable qui ont à nouveau battu des records en 2010, les exemples d'un changement majeur sont tout autour de nous. Ces initiatives doivent non seulement être multipliées, mais ceci doit être fait rapidement.

Grâce aux travaux du groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et des milliers de scientifiques, le monde reconnaît l'urgence du défi climatique. Les risques continus du changement climatique sont bien documentés et ses impacts touchent déjà populations et écosystèmes. Cependant, les taux d'émissions sont toujours à la hausse et des promesses d'action future ne sont pas à la hauteur de ce que la science juge nécessaire. Comme l'ont encore une fois montré cette année le PNUE et les modeleurs de climat, il existe un écart important du taux d'émissions entre ce qui a été promis par les pays et ce qui est nécessaire pour rester en tandem avec la cible des 2 degrés.

La lutte de chaque pays contre le changement climatique ne peut être menée de l'extérieur. Les pays et leurs habitants doivent être les auteurs des actions sur le climat prenant place dans leur territoire dans le cadre de leur processus de développement. Toutefois, certains pays, en particulier les pays en développement sont confrontés à un manque de capacités humaines, organisationnelles, institutionnelles, scientifiques, technologiques, ou en ressources pour élaborer leur propre réponse globale au changement climatique.

Au sein et à l'extérieur du processus de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les processus de changements climatiques (CCNUCC), faire face aux changements climatiques exige des capacités nouvelles et accrues. Capacité de surveiller et d'évaluer le changement climatique et ses impacts potentiels sur les personnes et les écosystèmes. Capacité de planifier et d'intégrer le changement climatique dans les plans et les stratégies de développement. Augmentation de la capacité de pouvoir profiter et de pouvoir supprimer les obstacles aux investissements dans l'adaptation au changement climatique, de technologies propres et de croissance faible en émissions de carbone. Et la capacité de + tirer rapidement des leçons de tout cela et de le déclarer non seulement dans le processus global de la CCNUCC, mais aussi de partager avec les autres pays évoluant le long de voies semblables.

Le Prêt, Disposé et Apte du PNUE montre que, à travers le monde, à bien des égards, les solutions sont disponibles pour aider les pays à surmonter les obstacles et devenir autonomes vis-à-vis du défi du changement climatique.

Des mesures ont été prises par la communauté internationale pour soutenir le développement des capacités et chaque pays et organisations ont leurs propres cas de réussite. Le PNUE et nos partenaires continuerons à travailler pour nous assurer qu'aucun pays n'est laissé pour compte, et que tous sont équipés pour participer à la transition vers des sociétés à faibles taux d'émissions de carbone, à climats flexibles et ayant l'opportunité de faire partie d'une économie verte.

Achim Steiner
Secrétaire Général Adjoint des NU et
Directeur exécutif du PNUE

RESPONSABILISER LES PAYS POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE

Relever le défi climatique exige que les individus et les institutions soient en mesure d'évaluer et de comprendre le changement climatique, de concevoir et de mettre en œuvre les politiques adéquates et, particulièrement, de prendre des mesures sur la croissance des faibles taux d'émissions de carbone ainsi que l'adaptation au changement climatique. Le renforcement des capacités est un processus par les pays, permettant aux individus, organisations, et sociétés à tous les niveaux de libérer, renforcer, construire, adapter et maintenir leurs capacités à entreprendre une action climatique.

Les accords de Cancun ont réaffirmé l'importance primordiale de renforcer les capacités pour activer la participation des pays en développement dans le processus de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) et la mise en œuvre efficace de leurs engagements en vertu de la Convention. En outre, dans les accords de Cancun, les parties ont reconnu la nécessité de «renforcer les capacités mondiales, surtout dans les pays en développement, pour relever le défi global » en renforçant les institutions concernées, les réseaux et la communication sur le changement climatique, l'éducation, la sensibilisation du publique et la formation à tous les niveaux.

Le PNUE a plus de 20 ans d'expérience de travail sur la science, politique et action climatiques et a fait du renforcement des capacités une priorité qui s'exécute dans l'ensemble de ses activités sur le changement climatique.

En 2005, le Conseil d'administration d PNUE a adopté le Plan Stratégique de Bali pour le soutien de la technologie et le renforcement des capacités, invitant le PNUE à renforcer le soutien de la technologie et le renforcement des capacités dans les pays en développement, ainsi que les pays à économies en transition. Au sein de ce mandat, le PNUE travaille étroitement et à tous les niveaux avec les gouvernements pour renforcer leurs capacités à améliorer leur adaptation au changement climatique, devenir des sociétés à faibles taux d'émissions de carbone, réduire les émissions dues à la dégradation des forêts et la déforestation (REDD), améliorer l'accès et la compréhension de la science du climat et entreprendre une sensibilisation sur le défi du changement climatique.

En outre, le PNUE appuie les pays dans leurs efforts à participer plus pleinement dans le processus de la CCNUCC, notamment en soutenant les réunions des négociateurs. Aussi, le PNUE aide les pays à respecter leurs engagements sur les Communications Nationales, les évaluations en besoins technologiques, l'Adaptation de Plans d'Action Nationaux et apporte un soutien aux pays sur les futurs domaines de travail, y compris des Actions d'atténuation appropriées à l'échelle nationale.

Les services de renforcement des capacités du PNUE comprennent le développement d'outils, d'instructions et de meilleures pratiques et le soutien aux pays dans l'usage de ceux-ci. Ces services sont offerts à travers des ateliers de formation et des services consultatifs ainsi que par l'intermédiaire de réseaux de partenaires qui aident à diffuser les connaissances et expériences. Le PNUE travaille avec une vaste gamme d'intervenants à tous les niveaux, allant des ministères, à travers des gouvernements locaux, fonctionnaires, experts, financiers, entrepreneurs et employés d'organisations du secteur privé et non gouvernemental. Se fondant sur ses réalisations, le PNUE, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a été désigné comme agence de convocation de la coopération Inter-ONU sur le changement climatique par rapport au renforcement des capacités dans le domaine du changement climatique.

STIMULER L'INTEGRATION DE LA TECHNOLOGIE DE FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

La combustion de combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon est la source la plus importante d'émissions de gaz (GES) à effets de serre. La réduction de ces émissions par une transition vers les alternatives à faibles émissions de carbone et l'augmentation de l'efficacité énergétique offre de meilleures façons de réaliser des réductions immédiates et soutenues dans les émissions de GES.

Ces alternatives portent également un sens logique, économique et environnemental. Plusieurs technologies sur les faibles émissions de carbone sont déjà commercialement viables, mais les transférer sur de nouveaux marchés et intégrer leur utilisation à l'échelle mondiale présentent des défis.

Les pays en développement font face à divers obstacles financiers, institutionnels et réglementaires qui nuisent à l'adoption des technologies d'énergies renouvelables et l'adoption de mesures d'efficacité énergétique qui sont essentiels à leur transition vers une économie verte. Surmonter ces obstacles exige des nouvelles compétences et capacités dans les secteurs privé et public.

Le PNUE aide les pays à renforcer leurs capacités individuelles et institutionnelles dans le secteur de l'énergie propre en renforçant les compétences techniques et les connaissances sur les options de politiques ainsi qu'en aidant à élaborer des politiques qui réduisent les frais et les risques d'entrée des acteurs financiers et leurs nouveaux investissements dans l'atténuation climatique. Les activités de renforcement des capacités du PNUE s'étendent vers des domaines aussi variés que l'évaluation des besoins en technologie, évaluations des ressources, les mécanismes financiers offerts à l'utilisateur final, le développement de petites entreprises à énergie durable et le développement durable de biocarburants. Le PNUE aide également les pays à réagir aux discussions et obligations découlant de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les processus de Changements Climatiques (CCNUCC).

PARCS AUTOMOBILES PLUS PROPRES POUR UN MONDE PLUS PROPRE

Je partagerai avec notre personnel les questions apprises, renforcerai la communication de ces questions à l'administration et soutiendrai les activités du management concernant les réductions en CO_2.

Bushra Al Fardan,
Administrateur de recrutement,
TNT Express,
Les Émirats arabes Unis

LE PROBLÈME Alors que les voitures, camions et autres véhicules de transport routier, sont essentiels pour les travaux commerciaux et humanitaires, ceux-ci exercent un impact considérable sur l'environnement. Les estimations sont que ces véhicules consomment plus d'un tiers de l'approvisionnement mondial en pétrole et contribuent à près d'un cinquième des émissions de gaz carbonique. Ces véhicules sont également une source importante de pollution de l'air qui peut nuire à la santé humaine et à l'environnement. Dans les zones urbaines, environ 70 % de la pollution atmosphérique provient de véhicules routiers.

LA SOLUTION Les organismes publics, non gouvernementaux et privés utilisent des parcs automobiles pour leur travail. Adopter des programmes de gestion de ces parcs les aide à contribuer à atténuer les effets néfastes du transport routier.

En collaboration avec la TNT, le partenariat du PNUE qui vise à aider à renforcer les capacités de gestion de parcs propres a développé une "trousse (ou boîte) d'outils" pour une stratégie de développement d'un parc propre» dans le but d'appuyer les gestionnaires de parcs dans le nettoyage de leurs parcs automobiles. La "trousse d'outils" a aidé les organisations, particulièrement dans les pays émergents, à élaborer et à adopter les programmes de parcs automobiles propres.

IMPACTS Plus de 500 personnes dans 200 organisations non-gouvernementales, publiques et privées dans 57 pays ont été formées sur l'utilisation de la "trousse d'outils". Certains des participants ainsi que les partenaires stratégiques, ont également été formés comme formateurs. Un certain nombre d'organisations, y compris Sinar et Hiba Utama en Indonésie, Maynilad et Meralco aux Philippines et la TNT en Turquie, ont élaboré des plans pour nettoyer leurs parcs automobiles.

APPUI APPUI L'Agence des Etats-Unis pour la protection de l'environnement (United States Environmental Protection Agency) et la TNT.

SITE INTERNET http://www.unep.org/tnt-PNUE/toolkit/

AGRANDIR

En novembre 2006, la TNT Turquie a utilisé la "trousse d'outils" pour l'aider à concevoir une stratégie de parc automobile propre. Son but était de réduire le taux d'émissions de carbone de 6% d'ici 2011. Dès le début 2008, elle avait déjà dépassé son objectif, même si son parc avait augmenté de 262 véhicules à 313. Quelques 80 chauffeurs ont été formés dans les techniques de conduite sécuritaire respectueuses tandis que 122 véhicules (ou 41% du parc) ont été remplacés par des modèles moins polluants, y compris les véhicules électriques hybrides. Les émissions mensuelles de dioxyde de carbone ont chuté de 15 % et la consommation de carburant de 16%, ce qui entraîne des économies de 100.000 euros en 15 mois.

METTRE LES BIOCARBURANTS SUR LA CARTE

“L’étude sera utile dans la planification et les projections sur le potentiel du Kenya pour la production de bioénergie durable et servira de document de référence pour le projet de document National sur la politique du biocarburant ainsi qu’à la communauté d’intervenants en biocarburant.”

Professeur Judi W. Wakhungu,
Centre Africain d’études technologiques

LE PROBLÈME La bioénergie peut fournir de nombreux avantages : L’atténuation du changement climatique, la sécurité énergétique, l’accès à l’énergie et au développement rural, pour n’en nommer que quelques-uns. Cependant, il présente également des risques environnementaux et sociaux, tels que des taux élevés d’émissions de gaz à effets de serre GES, la perte en biodi¬versité, la surconsommation en eau et l’insécurité alimentaire. D’une part, la bioénergie peut aider à réduire le taux des émissions de GES en remplaçant les combustibles fossiles, comme pendant la phase d’utilisation. La bioénergie émet seulement des GES qui, précédemment étaient absorbés pendant la croissance des plantes. Mais dans l’ensemble, si les émissions sont mesurées tout au long du cycle de vie, à partir du processus de conversion ; les transports, productions alimentaires, à partir de l’utilisation précédente de terres ou toutes les matières premières autres que les déchets, elles peuvent en fait être supérieures à celles des carburants classiques.

Une planification minutieuse est essentielle. À l’apogée de la bioénergie, les gouvernements en « gold rush », ont reçu des propositions d’investissement et des appels pour des mandats et cibles

en bioénergie, sans qu'ils aient en place les outils et les processus adéquats pour assurer que le développement de la bioénergie réponde aux objectifs de cette politique.

LA SOLUTION Le zonage agro-environnemental fait partie du processus de planification de l'utilisation des terres qui contribue à atténuer les risques. Il permet de produire des évaluations sur l'aptitude de la terre, indiquant quel type de cultures y sont appropriées suivant les domaines spécifiques et la disponibilité des terres, identifiant les zones d'exclusion afin de protéger les zones avec des valeurs élevées de stockage sur la biodiversité et le carbone.

Le PNUE, par l'intermédiaire de sa politique sur la bioénergie et son service de soutien à la planification, a renforcé les capacités des décideurs au Kenya, au Sénégal et en Ouganda, leur permettant de développer des stratégies et des politiques sur la bioénergie qui mettent l'accent sur l'atténuation du changement climatique, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement.

IMPACTS Le PNUE appuie les centres locaux d'excellence dans le renforcement des compétences nécessaires pour l'élaboration de cartes montrant l'aptitude et la disponibilité des terres pour le développement de la bioénergie. Dans chaque pays participant au projet, des cartes ont été produites contribuant ainsi à l'établissement de politiques de biocarburants durables pour le développement rural, la création d'emplois verts et l'accès à l'énergie propre.

L'exercice de cartographie a réuni les acteurs clés dans les gouvernements, instituts de recherche agricole et autres communautés concernées. Ceci, à l'aide d'une large sensibilisation d'un éventail d'intervenants, a assuré une plus grande acceptation des politiques qui en ont résulté.

Le PNUE, grâce à une plateforme de réseau et d'échange, a également réuni les experts de la région de l'Afrique, qui, maintenant échangent régulièrement des informations et qui ont forgé une compréhension commune de la méthodologie de cartographie.

Grâce à la coopération avec le brésilien Fundacao Getulio Vargas, le groupe a réussi à tirer parti de l'expérience brésilienne, et à leur tour, les résultats du projet ont informé les autres efforts de cartographie, comme celui mis en place en Guinée-Bissau.

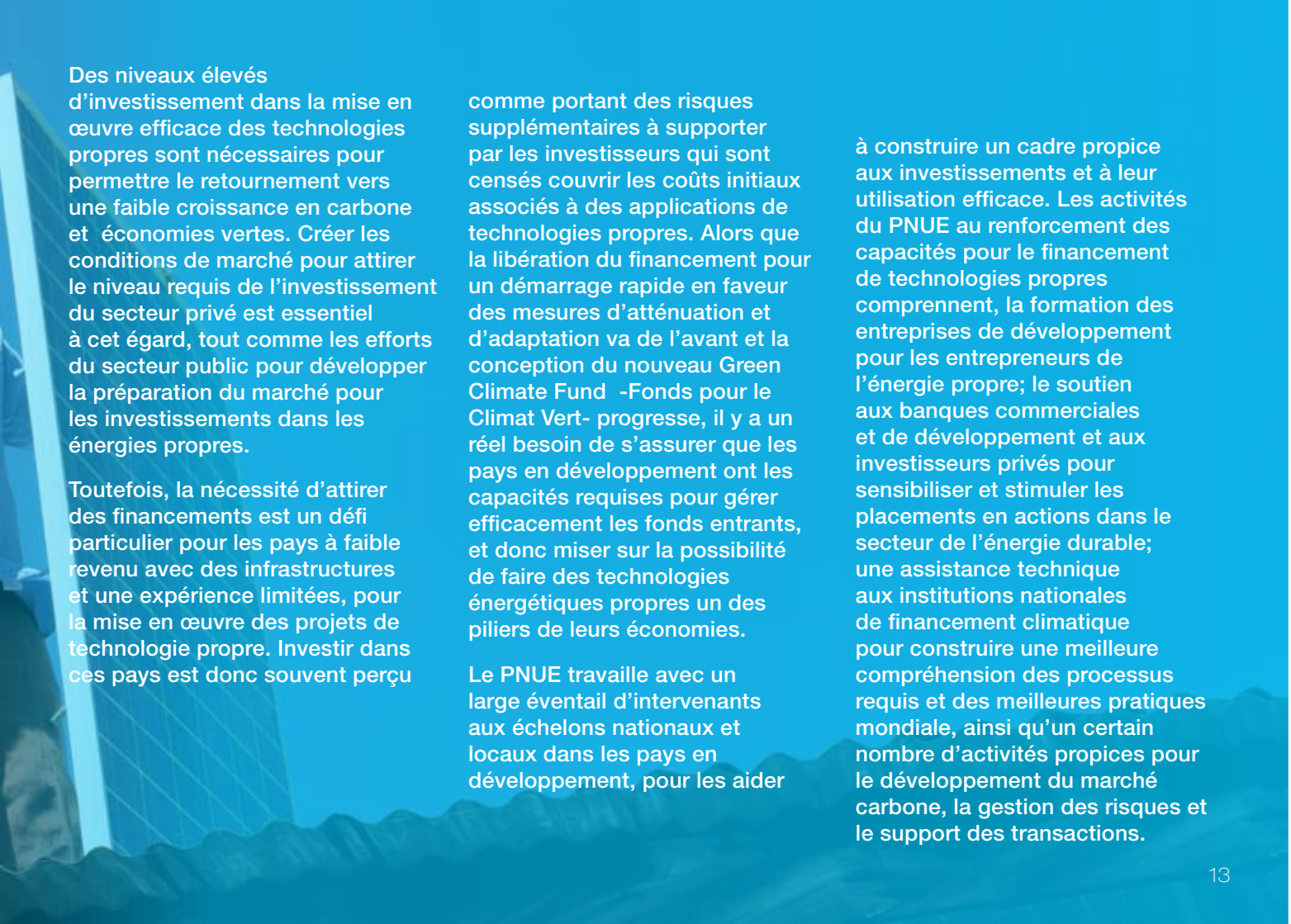
APPUI Le Gouvernement de la Norvège.

SITE INTERNET http://www.unep.fr/energy/activités/cartographie/

AGRANDIR

Au Kenya, le projet de cartographie intervient à un moment critique : le gouvernement est en train de préparer son projet de politique Nationale sur le biocarburant. Cela signifie que la cartographie et le processus de planification ont attiré un grand intérêt, non seulement de la part du gouvernement, mais aussi de la société civile, des entrepreneurs et du secteur privé en général. Le zonage agro-climatique et environnemental résultant du Kenya a servi comme document de référence dans le développement de la politique de biocarburant et a depuis été intégré dans le processus de décision comme outil de planification.

PROMOUVOIR LA PREPARATION DU MARCHÉ POUR LES INVESTISSEMENTS EN ÉNERGIE PROPRE

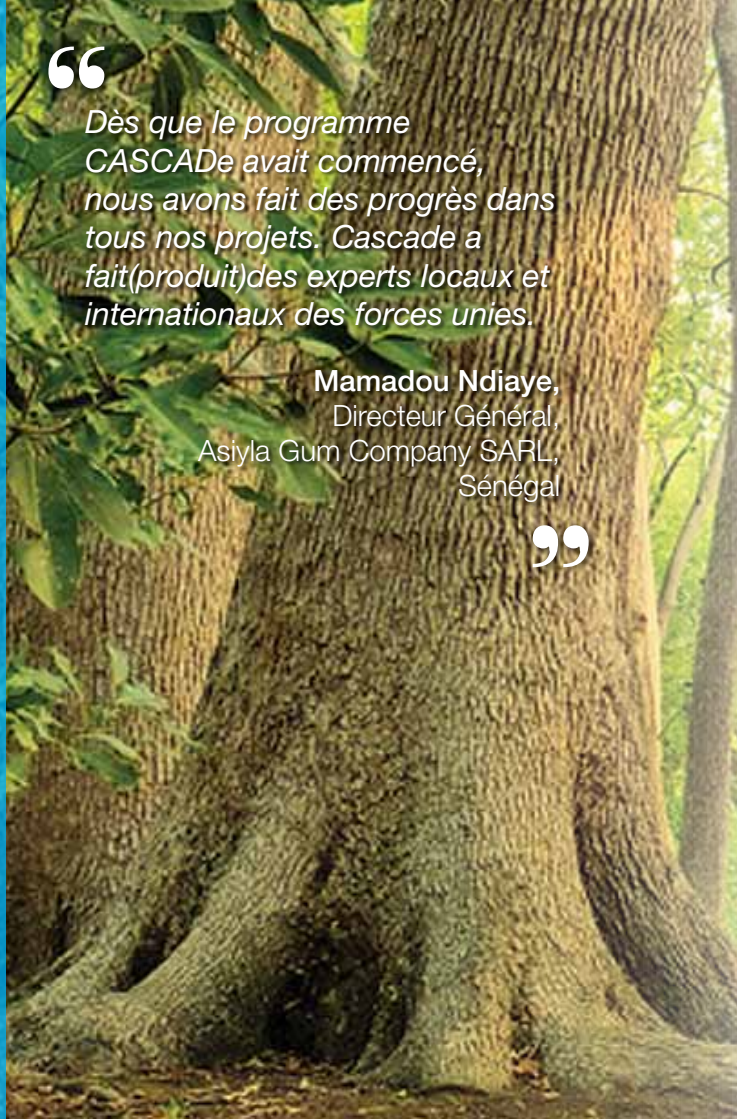


Des niveaux élevés d'investissement dans la mise en œuvre efficace des technologies propres sont nécessaires pour permettre le retournement vers une faible croissance en carbone et économies vertes. Créer les conditions de marché pour attirer le niveau requis de l'investissement du secteur privé est essentiel à cet égard, tout comme les efforts du secteur public pour développer la préparation du marché pour les investissements dans les énergies propres.

Toutefois, la nécessité d'attirer des financements est un défi particulier pour les pays à faible revenu avec des infrastructures et une expérience limitées, pour la mise en œuvre des projets de technologie propre. Investir dans ces pays est donc souvent perçu comme portant des risques supplémentaires à supporter par les investisseurs qui sont censés couvrir les coûts initiaux associés à des applications de technologies propres. Alors que la libération du financement pour un démarrage rapide en faveur des mesures d'atténuation et d'adaptation va de l'avant et la conception du nouveau Green Climate Fund -Fonds pour le Climat Vert- progresse, il y a un réel besoin de s'assurer que les pays en développement ont les capacités requises pour gérer efficacement les fonds entrants, et donc miser sur la possibilité de faire des technologies énergétiques propres un des piliers de leurs économies.

Le PNUE travaille avec un large éventail d'intervenants aux échelons nationaux et locaux dans les pays en développement, pour les aider à construire un cadre propice aux investissements et à leur utilisation efficace. Les activités du PNUE au renforcement des capacités pour le financement de technologies propres comprennent, la formation des entreprises de développement pour les entrepreneurs de l'énergie propre; le soutien aux banques commerciales et de développement et aux investisseurs privés pour sensibiliser et stimuler les placements en actions dans le secteur de l'énergie durable; une assistance technique aux institutions nationales de financement climatique pour construire une meilleure compréhension des processus requis et des meilleures pratiques mondiale, ainsi qu'un certain nombre d'activités propices pour le développement du marché carbone, la gestion des risques et le support des transactions.

RENFORCER LES MARCHÉS DE CARBONE EN AFRIQUE



“Dès que le programme CASCADe avait commencé, nous avons fait des progrès dans tous nos projets. Cascade a fait(produit)des experts locaux et internationaux des forces unies.”

Mamadou Ndiaye,
Directeur Général,
Asiyla Gum Company SARL,
Sénégal

LE PROBLÈME L’utilisation non viable des forêts est la cause d’environ 17 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il dégrade également les écosystèmes, provoque la perte de la biodiversité, menace la subsistance locale et a un impact néfaste sur certaines des personnes les plus pauvres du monde. En Afrique, environ 600 millions de personnes dépendent des forêts et des bois pour leur subsistance. Pourtant, malgré une croissance rapide dans les transactions de finance carbone, les projets carbones forestiers en Afrique sub-saharienne sont souvent ignorés. Un des principaux obstacles est le manque d’expertise locale pour développer ce genre de projets.

LA SOLUTION Depuis 2007, le financement du Carbone pour l’Agriculture, Sylviculture, Conservation et le Programme et l’Action contre la Déforestation (CASCADe) a aidé le Bénin, le Cameroun, la République Démocratique du Congo, le Gabon, le Madagascar, le Mali et le Sénégal a développer des projets carbone des forêts et des terres agricoles en renforçant les capacités des promoteurs de projets, les communautés et les institutions nationales de changement climatique. En renforçant les compétences locales dans la mise en place de projets reproductibles en

matière de foresterie, l'agriculture et les bioénergies, CASCADe aide à ouvrir des possibilités pour la participation africaine au Mécanisme de Développement Propre (MDP) et les marchés volontaires de carbone, tout en reliant les acheteurs et les vendeurs et en rassemblant les experts nationaux.

IMPACTS En renforçant la capacité des développeurs de projets locaux à mettre en place des projets carbones dans l'Afrique rurale, CASCADe montre que les solutions au changement climatique et à la déforestation sont possibles. Cascade a aidé 13 porteurs de projets à finaliser leur document de projet, ce qui leur a permis d'attirer l'attention des financiers du carbone. Les 12 projets les plus avancés soutenus par CASCADe permettront de réduire ou de dégager 297.500 tonnes de dioxyde de carbone par an, conduisant à des avantages climatiques et écosystèmes importants. Cinq projets ont atteint le stade de validation ou d'enregistrement dans le cycle de projet MDP ou d'une norme du marché volontaire du carbone. Un appui institutionnel ciblé a renforcé des cadres réglementaires nationaux pour les projets de finance carbone et a établi un réseau francophone africain fort d'experts techniques.

AGRANDIR

CASCADe a aidé la société congolaise Novacel à générer des finances carbone pour son projet de boisement. Le projet, appelé Ibi Batéké, vise à restaurer les terres par le biais de plantations agro forestières et forestières. Outre l'approvisionnement des 8-10 millions d'habitants du bassin versant de Kinshasa avec les récoltes de manioc, le charbon, le bois de service et le bois de construction, le projet contribue à réduire la déforestation et la dégradation des forêts dans la région. Localement, il emploie plus de 400 personnes dans le travail de plantation et de transformation et la commercialisation des produits agricoles. Plus de 1.600 hectares sont déjà cultivés. Le 18 Février 2011, le projet a été enregistré comme projet MDP. En raison de ces succès, Novacel a vendu 500.000 crédits carbones temporaires générés par le projet jusqu'en 2017 au Fonds Biocarbone de la Banque mondiale, et 500.000 crédit carbone à l'Orbeo, entreprise du secteur privé. En outre, le projet a récemment signé un contrat avec le Livelihoods Fund - Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie - établi par un groupe de sociétés européennes pour la vente de 300.000 tonnes de réductions en futures émissions de dioxyde carbone. Le flux important de la finance carbone résultant de ces accords permettront au projet de se développer davantage.

Globalement, CASCADe a fourni une assistance technique à plus de 20 projets dans le reboisement communautaire, la foresterie commerciale, la bioénergie, les cuisinières efficaces et fumoirs de poisson, et a contribué à éviter la déforestation dans sept pays africains. L'expérience acquise à partir de ces activités a contribué à des débats nationaux et à la politique internationale sur un régime climatique plus inclusif.

APPUI Le financement de base provient du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).

SITE INTERNET http://cascade-africa.org/

MISER SUR LES OPPORTUNITES DE L'AFRIQUE

« L'entrepreneuriat peut transformer les marchés, mais le soutien de l'éco-entrepreneuriat reste faible dans de nombreux pays, notamment en Afrique. Développer les compétences du secteur privé et l'intégration des concepts à travers le financement commercial et des investissements sont essentiels à la réalisation du potentiel de l'abondance en énergie renouvelable et d'atténuation du climat de l'Afrique. »

Brigitte Burnett,
Directrice CSR,
Nedbank

LE PROBLÈME Malgré une croissance énorme dans le marché du carbone (au niveau mondial, 142 milliards de dollars américains en 2010), l'Afrique a vu très peu d'investissement dans ce domaine. Le continent a tout juste deux pour cent des projets inscrits dans le pipeline du Mécanisme de Développement Propre (MDP) , et est à la traîne des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil. C'est une tendance inquiétante parce que la finance carbone peut être un outil important pour catalyser les investissements dans l'énergie propre, qui est beaucoup plus nécessaire dans un continent où de nombreuses personnes n'ont pas accès à un approvisionnement fiable en énergie. Mais il y a une capacité et des finances limitées pour ce type de projets en Afrique, et cela a entraîné des coûts de transaction élevés et un appétit limité des investisseurs qui peuvent voir l'Afrique comme un risque élevé ou qui ignorent peut-être les nombreuses opportunités qui existent dans un continent d'économies en développement.

LA SOLUTION Le PNUE a créé l' « African Carbon Asset Development Facility » (ACAD) en 2009. Son but est de libérer le

potentiel du marché carbone en Afrique, en aidant le secteur de la finance africaine à comprendre comment intégrer la finance carbone dans leurs activités de prêt au jour le jour et fournir une formation sur la façon d'améliorer le flux de financement pour les investissements des énergies propres.

IMPACTS Grâce à l'ACAD, le PNUE a fourni une formation avancée en finance carbone à plus de 250 employés d'institutions financières par le biais du Forum de la Finance Carbone et d'investissement des Banquiers Africains et des ateliers régionaux en Afrique sub-saharienne. Plusieurs des financiers formés ont maintenant leurs propres projets dans le cadre du MDP et ont utilisé les connaissances acquises pour faire avancer leurs projets et dans la recherche d'acheteurs de carbone.

En outre, l'ACAD a jusqu'ici fourni 229.427 $ américain à 15 projets en Afrique pour les aider à avancer dans le cycle de projet MDP et à progresser vers la clôture financière. Ces aides financières contribuent au développement des capacités en offrant des modèles de grande envergure que les développeurs d'autres projets peuvent utiliser comme point de référence. L'un des projets soutenus par l'ACAD a déjà été enregistré et dans l'ensemble, les projets soutenus produiront des réductions des émissions de gaz à effet de serre d'environ 2 millions de tonnes par an.

ACAD a également parrainé le détachement d'un économiste senior au siège de Johannesburg Standard Bank, l'une des plus grandes banques en Afrique, pour le renforcement des connaissances de la finance carbone dans les trois équipes de la banque: financement de projets, énergie et infrastructure et les transactions bancaires d'investissement. Cela a permis une formation propre aux besoins de la banque et a contribué à augmenter les prêts pour les projets MDP.

APPUI Ministère fédéral allemand de l'Environnement (BMU), grâce à l'Initiative internationale sur le climat.

SITE INTERNET http://www.acadfacility.com/

AGRANDIR

Oando Plc, l'un plus grand fournisseur des solutions d'énergie au Nigeria, fait équipe avec la firme d'investissement Alitheia Capital sur un projet novateur visant à commercialiser le gaz de pétrole liquéfié (GPL). Alitheia a participé à quelques formations en finance carbone avec ACAD et a plus tard postulé, avec succès, à une subvention ACAD pour l'aider à être enregistré comme projet MDP et identifier des acheteurs de carbone. Le GPL est plus propre, plus économe en carburant qui peut être utilisé dans les ménages pour réduire le taux de déforestation et d'inhalation de fumée à l'intérieur. De plus, son utilisation va augmenter les revenus des détaillants locaux.

CREER UN MARCHE POUR LE SOLEIL

“En fait, l’aspect pratique de la formation fut le plus essentiel et bénéfique pour moi, parce que toutes les théories et les exemples qui nous ont été présentés ont commencé à résonner beaucoup mieux après cela.”

Représentant,
AMG Eco ingénierie,
Monténégro

LE PROBLÈME Les régions méditerranéennes et balkaniques ont des climats chauds et ensoleillés, et l’utilisation du chauffe-eau solaire n’est pas rare pour ceux qui ont un revenu substantiel. Mais pour les petites -ou moyennes- classes, un chauffe-eau solaire peut coûter jusqu’à quatre fois leurs revenus mensuels. Cependant, si nous voulons relever le défi du changement climatique, les gens de tous bords devront avoir accès à un approvisionnement fiable en énergie propre.

LA SOLUTION Le Fonds pour l’Investissement en Méditerranée (MIF) est une initiative conjointe mise en place par le PNUE et le Ministère italien de l’Environnement des Terres et de la Mer (IMELS). Elle vise à mettre en place des mécanismes financiers pour soutenir les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique des systèmes, tels que les chauffe-eau solaires, systèmes photovoltaïques et les lampes fluorescentes compactes, et d’assurer leur durabilité par le renforcement des capacités des acteurs locaux. Le projet MIF est actif en Tunisie, Egypte, l’ancienne République yougoslave de Macédoine, au Monténégro et au Maroc.

IMPACTS Plus de 200 personnes ont été formées dans l'installation et l'entretien de systèmes d'eau solaire et photovoltaïque pour les maisons, les hôpitaux, les hôtels et les centres sportifs en Egypte, au Monténégro et en Tunisie. En Egypte, le PNUE encourage aussi les hôtels à installer des chauffe-eau solaires par le biais de subventions, de sensibilisation et d'ateliers de formation.

Les ateliers et autres activités de formation ont permis aux gestionnaires de projet de définir et de concevoir des initiatives haut de gamme d'énergie renouvelable. En seulement deux projets, plus de 130 mètres carrés de capteurs solaires ont été installés, produisant 100.000 kWh d'énergie par an. 100 projets supplémentaires sont en préparation.

Les responsables du crédit dans les banques nationales et commerciales en Tunisie et au Maroc ont également reçu une formation sur les prêts verts pour les chauffe-eau solaires.

APPUI Ministère de l'Environnement, du Territoire et de la Mer de la République d'Italie; Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

SITE INTERNET http://www.climatefinanceoptions.org/cfo/node/282/

AGRANDIR

En Tunisie, sous un projet MIF De longue date appelé PROSOL, les propriétaires de maison ont été encouragés à utiliser un chauffe-eau solaires grâce à une combinaison de mesures, y compris les subventions financières, les réductions de droits de douane et des taux d'intérêt réduits sur les prêts bancaires.

Une de ces mesures était un système où les remboursements de prêts ont été ajoutés aux factures d'électricité régulières et collectés par la société publique d'électricité, la STEG. Ce processus réduit le risque pour les banques, qui sont alors prêts à offrir des prêts à taux réduit pour les chauffe-eau solaires. Ce fut à l'origine une mesure temporaire visant à contribuer à encourager le marché des chauffe-eau solaires. Cependant, grâce à la formation dispensée aux agents de banque, et au personnel du STEG dans la manière de collecter les paiements via les factures d'électricité, le Gouvernement de la Tunisie en a fait un arrangement permanent. Maintenant, plus de 80.000 mètres carrés de panneaux solaires sont installés chaque année par des techniciens qualifiés formés dans le cadre du programme PROSOL

À la suite des activités du PNUE en Tunisie, 466.690 personnes dans 133.340 ménages ont désormais de l'eau chaude chauffée par le soleil. Un grand nombre d'emplois ont été créés et plus de 1000 entreprises ont installé des systèmes solaires de chauffage de l'eau.

En outre, les activités du PNUE ont conduit à un changement politique important par le gouvernement de la Tunisie, qui a décidé de faire des chauffe-eau solaires éligibles pour une subvention à l'énergie précédemment uniquement disponible pour les gaz de pétrole liquéfié. Le succès du projet Prosol a conduit à des approches similaires dans 11 autres pays.

ÉDIFIER DES SOCIÉTÉS ADAPTÉES AUX ALÉAS CLIMATIQUES

Le changement climatique et son impact sur les écosystèmes et les sociétés sont clairement observables aujourd'hui. Ces impacts seront plus prononcés dans l'avenir et sont exacerbés pour les pays et les populations pauvres ayant des ressources limitées pour l'adaptation et ceux qui dépendent fortement des ressources naturelles pour leur moyens d'existence et leur développement économique.

Sous la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les pays en développement auront besoin de renforcer leurs capacités pour aider leur adaptation aux changements climatiques. Le PNUE s'engage à équiper les populations et les pays afin qu'ils puissent faire face aux impacts constatés et anticipés, se protéger contre les effets des changements climatiques et mieux y résister en constituant et en renforçant les capacités des institutions nationales, et en appuyant les efforts nationaux pour incorporer les mesures d'adaptation dans la planification et l'élaboration des politiques de développement du pays en accord avec les priorités nationales.

Le soutien du PNUE pour le renforcement des capacités est axé sur les programmes nationaux sous la forme d'une évaluation des points faibles et de planification des mesures d'adaptation, du partage des informations scientifiques et relatives aux politiques pour la prise de décision, et de la réalisation des démonstrations pilotes pour montrer comment la vulnérabilité aux changements climatiques peut être réduite. Le PNUE travaille également avec les pays pour entreprendre une analyse économique des impacts du changement climatique et des options d'adaptation, et aide les pays à accéder aux sources bilatérales et multilatérales pour le financement des mesures d'adaptation.

UNE MOISSON DE CONNAISSANCES

> *Les leçons apprises du projet CC DARE ont indiqué que les interventions conduites à petite échelle par l'usage des approches transparentes sont d'une importance vitale pour aider à l'adaptation aux changements climatiques et réaliser la sécurité alimentaire.*
>
> **Drake N. Mubiru,**
> Organisation Nationale pour la Recherche Agricole,
> Kawanda, Ouganda

LE PROBLÈME L'agriculture est la source principale de revenus en Ouganda, mais la plupart des fermiers pratiquent une culture de subsistance sur de petits lopins de terre. Les fermiers dépendent fortement des précipitations pour leurs cultures et utilisent peu d'intrants tels que les engrais. Ceci signifie qu'ils sont vulnérables aux variations de la pluviométrie et aux changements climatiques causés par le réchauffement planétaire. Mais le pays fait face à certains obstacles dans son effort

de devenir plus résistant aux changements climatiques, tels que le manque de données précises sur la pluviométrie et des pratiques culturales inadaptées.

LA SOLUTION A Travers l'initiative Adaptation au changement climatique et développement (CC DARE), le PNUE aide 11 pays en Afrique subsaharienne et dans les petits états insulaires en développement à éliminer les barrières et créer des opportunités pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans la planification et la prise de décisions en matière de développement. En Ouganda, le PNUE a aidé l'organisation nationale pour la recherche agricole (NARO) à développer un système efficace pour la collecte, l'enregistrement et l'analyse des informations agro-météorologiques, telles que les niveaux et les régimes des précipitations. Ceci a permis à l'organisation d'approfondir ses connaissances sur les incertitudes auxquelles font face les fermiers et établir des projets pilotes pour aider les fermiers à s'adapter aux changements climatiques.

Grâce à la méthodologie d'appui de CC DARE, des études ont été faites pour saisir les perceptions des fermiers concernant le changement climatique et les connaissances indigènes utilisées pour s'y adapter. Les scientifiques de NARO ont aussi développé des compétences pour produire des données sur les risques agro-météorologiques et l'incertitude des rendements agricoles à partir desquelles des modèles et des tendances ont été produites.

IMPACTS Cette information a été donnée aux fermiers dans 300 fermes pilotes (couvrant 3.000 acres) par le biais d'un programme de formation. Toutes ses fermes se sont tournées vers les cultures résistantes au climat, ont adapté leurs pratiques agricoles et la plupart d'entre eux forment d'autres fermiers.

En plus, plus de 1.000 personnes – des politiciens, décideurs politiques, scientifiques et fermiers – ont appris comment les données agro-météorologiques peuvent guider leur prise de décision concernant la diversification et la substitution des cultures.

Les indicateurs de risque développés à travers le renforcement des capacités CC DARE ont été incorporés dans les plans et politiques nationaux de développement, et le succès de ce projet a aidé NARO à recevoir plus de financement de la Rockefeller Foundation pour les activités de suivi. Le projet considère les moyens de renforcer les capacités des ménages, communautés et institutions en matière de gestion durable de l'eau et des terres.

APPUI L'Agence Danoise de Développement International (DANIDA).

SITE INTERNET http://ccdare.org/

AGRANDIR

Plusieurs personnes qui vivaient une vie de nomade sont retournées dans leur village et utilisent les techniques agricoles adaptées, entraînant de bonnes récoltes. Par suite d'une démonstration sur un seul site, 80 fermiers ont adoptés les pratiques mises de l'avant lors de la démonstration.

En fournissant une formation et des informations sur les meilleures pratiques pour faire face aux risques liés aux changements climatiques, les récoltes agricoles se sont améliorées, les revenus des fermiers ont été sauvegardés, et la pauvreté a été traitée à partir de la base communautaire.

UNE VUE DE LA CÔTE

La méthode d'aménagement du territoire introduite à travers le projet CC DARE est très utile et a stimulée des changements positifs dans les attitudes et les comportements au niveau des villages. La population villageoise a acquit une nouvelle perspective pour la conservation des ressources naturelles dans le cadre du changement climatique.

Manuel Menomussanga,
Participant,
Mozambique

LE PROBLÈME Le poste administratif de Nova-Mambone est sur la côte du district Govuro au Mozambique et est particulièrement sujet à des conditions climatiques extrêmes telles que les cyclones et l'instabilité pluviométrique. Par conséquent, le district est vulnérable aux inondations et aux sécheresses. Pour assurer des moyens de subsistance durables des résidents, des mesures d'adaptation aux changements climatiques viables et socialement acceptables sont nécessaires.

LA SOLUTION Il y a trois ans, la population du district a proposé un projet pour identifier les risques et impacts du changement climatique auxquels elle faisait face, ainsi que les ressources naturelles utilisées par la communauté pour gagner leur vie, et les stratégies d'adaptation au changement climatique en place. A Travers l'initiative Adaptation au changement climatique et développement (CC DARE), le PNUE, en partenariat avec le centre pour le développement durable des zones côtières (CDS ZC), une institution gouvernementale sous le ministère mozambicain pour la coordination des affaires environnementales, a aidé l'équipe de projet à acquérir des capacités nécessaires en matière d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des ressources naturelles.

IMPACTS Seize cartes thématiques et une carte de zonage de la région côtière autour de Nova-Mambone indiquant les régions adaptées à l'agriculture, la conservation, le tourisme, la pêche et l'habitation ont été développées. Les techniciens du district ont été formés dans l'usage des cartes à travers toutes les étapes du processus de planifications de nouveaux travaux d'infrastructure tels que les puits, les écoles et les centres médicaux. L'usage des cartes et des mesures d'adaptation telles que la réinstallation des populations, une meilleure gestion du bétail, l'introduction des cultures résistantes à la sécheresse, l'ouverture des puits pour le bétail durant la saison sèche, et l'usage des gouttières pour la collecte des eaux ont été adoptés. Dans l'ensemble, à travers CC DARE, six pourcent de la population locale a été formée en matière d'adaptation et de gestion des ressources naturelles.

Misant sur le succès de ce projet, un projet similaire a été mis en place à Zongoene dans le district de Xai-Xai. Dans ce district, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités de la communauté pour reboiser les mangroves, accroître la résilience du secteur de l'aquaculture, et la sensibilisation sur le changement climatique et ses impacts.

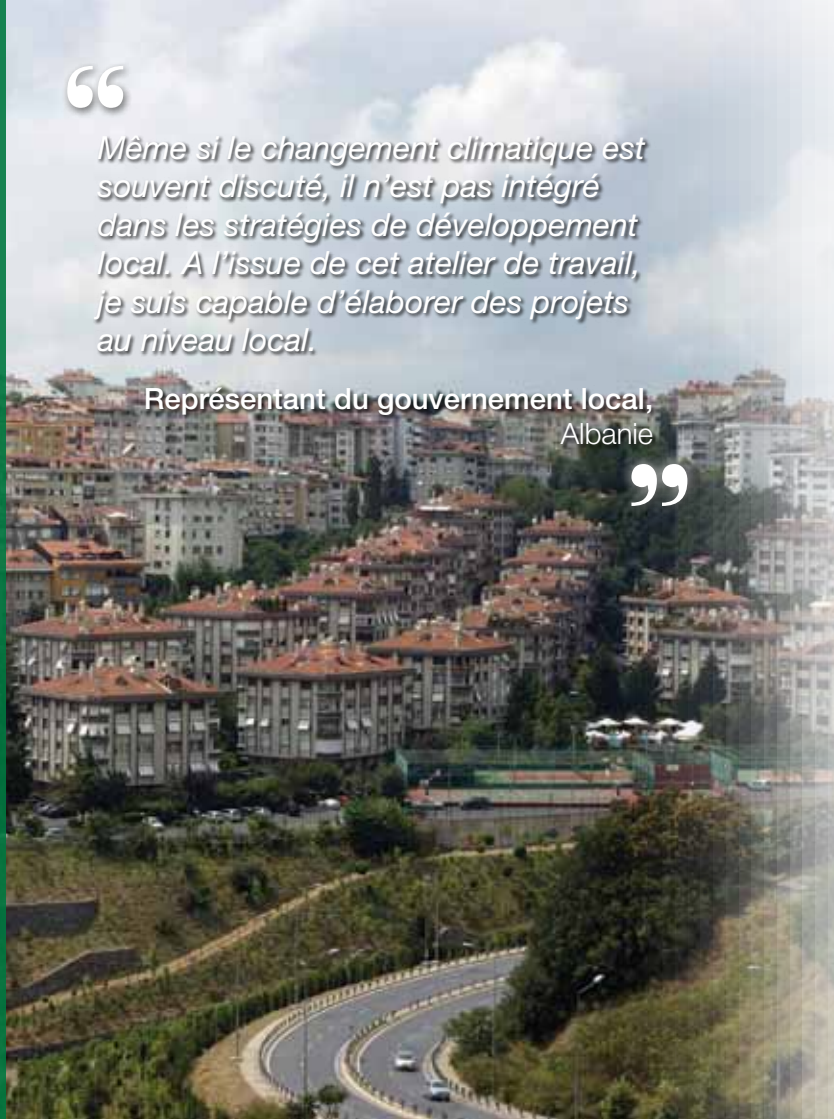
APPUI L'Agence Danoise de Développement International (DANIDA).

SITE INTERNET http://ccdare.org/

AGRANDIR

A travers ce projet, un noyau villageois de gestion a été créé dans la ville du district. Cette équipe a collaboré avec d'autres villages pour les aider à développer de nouvelles compétences et ces groupes qui sont à neuf, sont en train de travailler avec des pêcheurs, fermiers et villageois pour s'atteler aux questions locales pressantes telles que les nouvelles mesures d'assainissement et de santé publique, de réhabilitation et de construction des captages d'eau, l'adoption de meilleures pratiques agricoles et gestion du bétail, et une gestion des ressources naturelles à base communautaire.

S'ATTELER A LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AU NIVEAU LOCAL



> *Même si le changement climatique est souvent discuté, il n'est pas intégré dans les stratégies de développement local. A l'issue de cet atelier de travail, je suis capable d'élaborer des projets au niveau local.*
>
> **Représentant du gouvernement local,** Albanie

LE PROBLÈME L'expression "Penser globalement, agir localement" est le credo bien connu de la lutte contre le changement climatique. En effet, selon les projections, les gouvernements sous-nationaux seront responsables de 50-80 pourcent de la réduction des émissions des gaz à effet de serre et de jusqu'à 100 pourcent de l'adaptation au changement climatique.

Mais les gouvernements locaux sont des fois entravés dans leurs efforts du fait du manque d'expertise et de méthodologie concernant l'évaluation de l'impact physique et économique du changement climatique au niveau local et pour l'élaboration des réponses appropriées. Il peut aussi être difficile pour les gouvernements locaux d'échanger, au niveau local, des informations détaillées sur les innovations pilotées à travers le monde.

LA SOLUTION En 2009, le PNUE, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ONU-Habitat et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ont établi le projet de l'approche territoriale pour le changement climatique (TACC). L'objectif de la première phase du projet,

dirigée par le PNUE, est de sensibiliser les gouvernements infra-nationaux au changement climatique. Dans un premier temps, une étude exhaustive des besoins a été faite auprès de plus de 100 administrations locales en Afrique, Amérique latine, aux Caraïbes, en Europe, et en Asie ainsi que dans le Pacifique. L'étude a indiqué que les autorités locales voulaient plus d'informations sur les stratégies potentielles d'atténuation et d'adaptation, ainsi que les stratégies de financement y associées, le rôle des populations et des gouvernements locaux, le genre de soutien disponible auprès de l'ONU. En réponse à cette étude, un programme de formation pour les autorités locales a été conçu et utilisé dans une série d'ateliers de renforcement de capacités pour des sous-groupements des autorités infranationales, telles que les municipalités ou les conseils locaux. Le programme de formation est largement diffusé à travers le portail de connaissances UN CC: Learn; disponible à l'entièreté de l'ONU.

IMPACTS Grâce aux ateliers de travail, 200 autorités infranationales provenant de 26 pays, y compris l'Ouganda, la Thaïlande, l'Albanie, l'Egypte, l'Uruguay et le Mexique, sont maintenant capables d'identifier les risques et opportunités liés au changement climatique, les intégrer dans leur plans de développement et identifier les mécanismes de financement pour les assister dans leurs projets. Ils ont aussi considérablement raffermi leur base de connaissances et leurs réseaux avec d'autres autorités locales aboutissant ainsi aux opportunités de collaboration Sud-Sud et Nord-Sud. Quelques unes des autorités locales vont passer à la seconde phase du projet, dirigée par le PNUD, et développer leur stratégie et plan territorial pour l'adaptation au changement climatique.

APPUI Divers donateurs du PNUE et du PNUD.

SITE INTERNET http://www.uncclearn.org/tacc/

AGRANDIR

En Uruguay, les activités de formation offrent aux autorités locales l'opportunité d'engager les groupes environnementaux et les éco-entreprises. Un partenariat important avec les parties prenantes s'est forgé, et le gouvernement national de Montevideo utilise les outils et méthodologies introduits à l'atelier de travail traitant d'une gamme élargie de questions allant de l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, au mécanismes de financement et à la planification territoriale pour la construction d'une cité adaptée au climat. Actuellement, la cité de Montevideo planifie de travailler sur un Plan Climat Territorial Intégré pour la région métropolitaine et prépare un portefeuille de projets d'atténuation et d'adaptation qui y sont liés.

REDD+

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS ISSUES DE LA DÉFORESTATION ET DE LA DÉGRADATION DES FORÊTS

La déforestation et la dégradation des forêts sont responsables de 20 % des émissions de gaz à effet de serre – plus que l'entièreté du secteur de transport au niveau global et second seulement au secteur de l'énergie. Restreindre les impacts du changement climatique au sein des limites supportables par la société est impossible sans réduire les émissions du secteur forestier, en plus des actions atténuantes.

Pour répondre à ce défi, le PNUE, en partenariat avec l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a créé le Programme UN-REDD. Au cœur des activités du REDD+ du PNUE, et au sein d'UN-REDD, est l'objectif d'aider les pays à réduire les émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts afin de générer des revenus qui pourraient être utilisés par les communautés pour améliorer la gestion durable des forêts, renforcer le rôle de la conservation, tourner le secteur forestier vers des voies alternatives de développement, et soutenir la diversité biologique et les moyens d'existence.

Etant donné que REDD+ est un domaine relativement nouveau, le renforcement des capacités est essentiel à son succès. Le PNUE œuvre dans trois régions forestières principales pour aider les pays à renforcer les capacités pour développer des stratégies nationales, financer les approches et les institutions pertinentes. Au niveau global, le point focal du PNUE est l'importance de réaliser de multiples bénéfices du REDD+ et son rôle de catalyser une transition vers une économie verte. Au niveau national, le PNUE soutien le développement des stratégies nationales et la mise en exécution des programmes 'readiness' dans 13 pays. Un autre domaine principal de travail est le développement des outils et le conseil sur l'identification et la contribution aux garanties requises sous l'Accord de Cancún. D'autres travaux incluent la promotion des dialogues et engagement politiques à haut niveau avec le secteur privé pour discuter de REDD+ comme un instrument d'atténuation du changement climatique, de développement et de conservation.

SAUVEGARDER LES POPULATIONS ET LES FORÊTS AVEC REDD+

> *Discuter avec les communautés de base nous a permis de mieux comprendre les facteurs pertinents pour ajuster certains choix relatifs au REDD+, ou tout autre projet œuvrant pour la gestion durable des ressources naturelles.*
>
> **Dieudonné Nzabi Mangili,**
> Interlocuteur communautaire,
> Mbandaka, République Démocratique du Congo

LE PROBLÈME Avec un total de 1,45 million de kilomètres carrés de surface boisée, la République Démocratique du Congo détient 60 pour cent de la surface boisé du bassin du Congo. Abritant plus de 24 millions de personnes, riche en biodiversité, les forêts sont des puits de carbone importants et sont vitales pour la provision des services éco systémiques tels que la nourriture et l'énergie.

A travers le programme UN-REDD, les pays se préparent pour un futur mécanisme REDD+, qui devrait fournir des incitations financières pour la réduction des gaz à effet de serre issus de la déforestation et de la dégradation des forêts. Avec le flux financier Nord-Sud prévu de REDD+ allant jusqu'à 30 milliards de dollars américains par an, il y a une opportunité de créer un développement favorable aux pauvres tout en conservant des services éco systémiques vitaux. Cependant, il est nécessaire d'inclure des garanties dans la conception de REDD+ qui permettront aux communautés dépendant des forêts d'accéder aux forêts ainsi que la création d'emploi dans le secteur forestier tout en conservant les ressources forestières.

Dans la République Démocratique du Congo, il était nécessaire de renforcer les capacités de développer ces garanties et d'assurer leur acceptabilité sociale.

LA SOLUTION En Janvier 2011, le PNUE, en partenariat avec le Réseau Ressources Naturelles (RRN), a lancé un projet pour développer des standards sociaux et environnementaux préliminaires pour les activités de REDD+. Un appui a été donné pour développer une méthodologie rigoureuse et participative.

IMPACTS Un noyau dur de 10 professionnels a mis en place un processus de collaboration qui a développé le premier ensemble de normes basées sur l'expertise, entre autres, de l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité (CCB), et la recherche sur les indicateurs et les besoins en données au niveau local. Les normes ont été également testées au sein des projets pilotes REDD+.

A travers le projet, plus de 300 personnes, y compris les fermiers, pêcheurs, chasseurs, les guérisseurs, les dirigeants traditionnels, les petits entrepreneurs et les employés du secteur privé ont été informés sur les enjeux dans la formulation et la mise en exécution des garanties de REDD+.

Le travail du PNUE a fourni un forum supplémentaire pour les communautés qui seront affectées et engagées dans REDD+ et leur a permis de faire partie intégrante du processus de prise de décision. Les parties prenantes principales, y compris le ministère de l'environnement, soutient le processus et planifie des tests exhaustifs des normes sur le terrain, qui devraient alors être officiellement adoptées par le gouvernement de la République Démocratique du Congo à la fin de l'année, assurant ainsi la durabilité environnementale et l'acceptabilité sociale de REDD+ dans le pays. Un ensemble de normes rigoureuses et crédibles qui gèrent les risques et facilitent les opportunités va renforcer l'engagement du secteur public et privé et l'investissement dans REDD+ dans la République Démocratique du Congo.

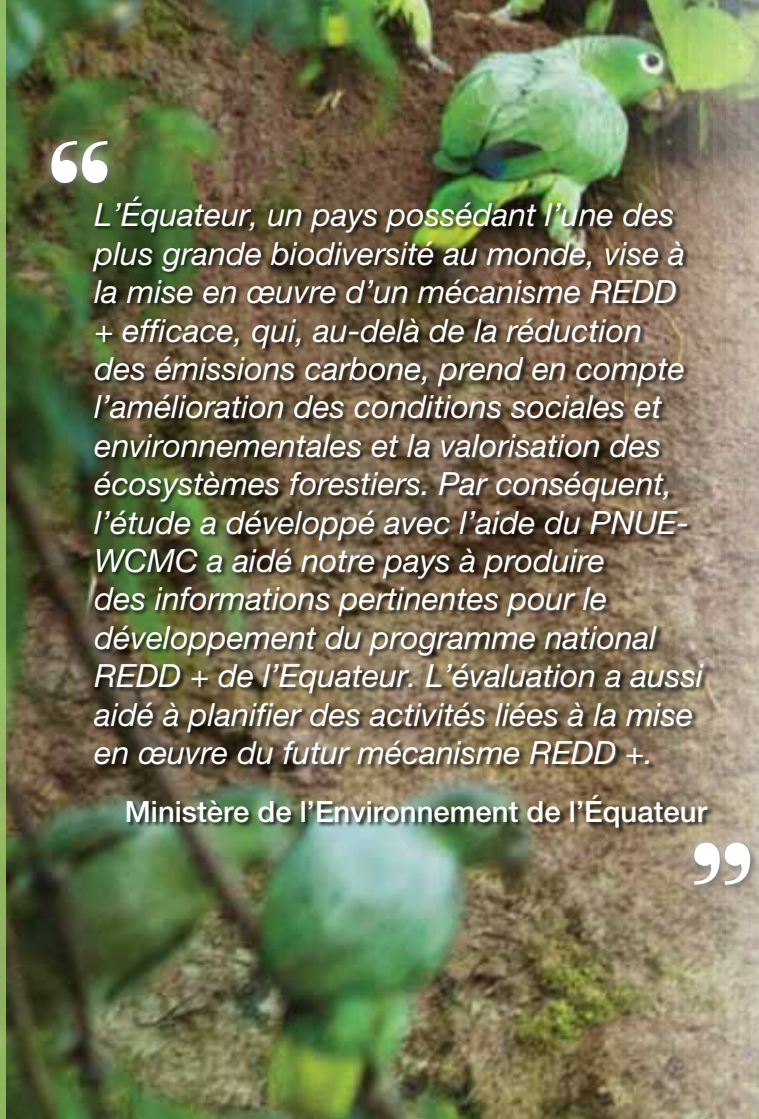
APPUI Norvège, Danemark, Espagne, Japon et Commission Européenne.

SITE INTERNET http://www.un-redd.org

AGRANDIR

Au cours de la préparation des normes, les guérisseurs traditionnels dans un village de la Province de Mbandundu on vu comment REDD+ pourraient les aider à réaliser leur rêves de garder leurs forêts locales intactes. Il fut un temps où les plantes médicinales se trouvaient facilement – dans l'enclos des propriétés – mais avec l'urbanisation et la déforestation, les guérisseurs ont difficulté à trouver les plantes à récolter. Durant les campagnes de plaidoyer pour protéger leur droit de récolter les plantes médicinales forestières, les guérisseurs ont appuyés REDD+ qui aboutira à la protection de leurs forêts.

AU-DELÀ DU CARBONE : REDD + AVANTAGES DE LA BIODIVERSITÉ



“L’Équateur, un pays possédant l’une des plus grande biodiversité au monde, vise à la mise en œuvre d’un mécanisme REDD + efficace, qui, au-delà de la réduction des émissions carbone, prend en compte l’amélioration des conditions sociales et environnementales et la valorisation des écosystèmes forestiers. Par conséquent, l’étude a développé avec l’aide du PNUE-WCMC a aidé notre pays à produire des informations pertinentes pour le développement du programme national REDD + de l’Equateur. L’évaluation a aussi aidé à planifier des activités liées à la mise en œuvre du futur mécanisme REDD +.”

Ministère de l’Environnement de l’Équateur

LE PROBLÈME TA cause des préoccupations concernant les effets de la déforestation et du changement climatique, un mécanisme REDD+ mondial est en cours de négociation. Ce mécanisme est fondé sur un système d’incitations financières visant à réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD), et à gérer durablement les activités de conservation tout en réduisant les émissions de carbone.

Déclenchée par des préoccupations concernant les effets de la perte des forêts sur le changement climatique, un mécanisme REDD mondiale + mécanisme fondé sur des incitations financières pour réduire les émissions résultant du déboisement et la dégradation des forêts (REDD), et pour les activités de conservation, de gérer durablement et d’améliorer le carbone forestier, est en cours de négociation. Toutefois, selon l’endroit où et la manière dont ce mécanisme est mis en œuvre, il peut soit offrir de multiples avantages (dont l’atténuation du changement climatique et des bénéfices sociaux et basés sur les écosystèmes), soit entraîner des risques sociaux et environnementaux. Par exemple, le mécanisme REDD+

pourrait être utilisé pour conserver la biodiversité des zones forestières de grande importance, mais si la conservation des forêts mène à une réduction de l'accès des populations locales à d'importantes ressources forestières naturelles, cela peut entraÎner un risque au niveau social. La compréhension des risques et des avantages potentiels est d'une importance majeure dans la planification et la mise en œuvre réussie des programmes REDD+.

LA SOLUTION Le PNUE, via le Centre mondial de surveillance de la conservation (PNUE-WCMC), a fourni un soutient logistique aux pays afin de sauvegarder et de renforcer les multiples bénéfices résultant du programme REDD+. Cela a également permis d'améliorer la compréhension des écosystèmes et des avantages/risques liés au programme REDD + en Équateur, en République démocratique du Congo et en Indonésie.

IMPACTS Le PNUE a organisé des séances de travail individuelles personnalisées avec des analystes spatiales et les décideurs de chacun des pays. Ces sessions ont permis de produire des cartes et des graphiques qui démontrent comment les analyses des stocks de carbone forestiers, la biodiversité, les pressions environnementales et d'autres questions d'intérêt national peuvent servir à la planifier les stratégies REDD+. Ce travail a contribué à conscientiser les experts et les intervenants impliqués dans la conception des politiques REDD+. Ils connaissent désormais les risques et les avantages potentiels, et ces nouvelles considérations sont maintenant prises en compte lors de la planification des stratégies nationales REDD+.

Les participants aux séances de travail sont rentrés dans leurs pays d'origine et ont transferé à d'autres les compétences et les connaissances qu'ils avaient acquises. Par exemple, en République démocratique du Congo, un nouvel atelier a été organisé afin de diffuser les connaissances en utilisant des outils logiciels développés et partagés par le PNUE.

Un travail similaire a été réalisée dans d'autres pays, dont le Cambodge, le Nigeria et la Tanzanie.

APPUI L'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature (BfN).

SITE INTERNET http://www.un-redd.org

AGRANDIR

En Equateur, un certain nombre de questions en rapport avec les politiques ont été abordées : les pressions environnementales engendrées par les activités pétrolières, gazières et minières, ainsie que par la déforestation. Cela a conduit à des discussions sur la nécessité de mettre à jour les priorités du "Socio Bosque Programme", une initiative du gouvernement offrant des incitatifs financiers aux propriétaires fonciers et aux communautés locales en contrepartie de la conservation des forêts. L'objectif est d'améliorer les connaissances sur les stocks de carbone contenus dans le sol car cela pourrait aider à atténuer le changement climatique. Le travail effectué a été inséré dans Programme nationale ONU-REDD conjoint équatorien, qui décrit en détail pourquoi il est nécessaire pour le pays de se préparer à développer une stratégie REDD +. Cela démontre l'importance attachée aux nombreux avantages de la stratégie REDD + en Equateur et cela ouvre la voie à la poursuite des travaux le sujet.

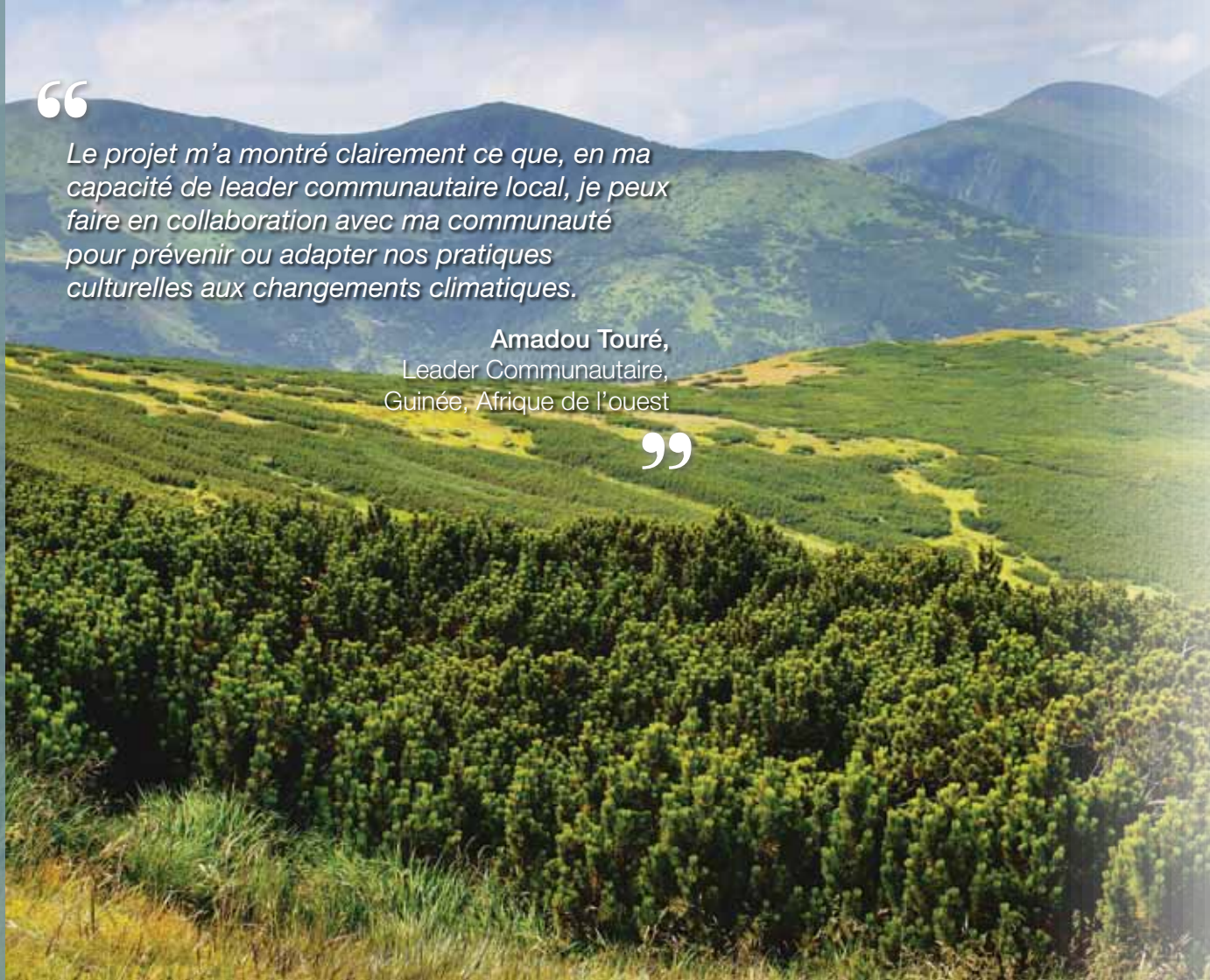
AIDER LES PAYS PAR RAPPORT AU PROCESSUS DE CCNUCC

La convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), est centrale aux efforts mondiaux de stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre (GES) à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse avec le système climatique et à l'assistance des pays pour l'adaptation aux effets inévitables du changement climatique. L'opérationnalisation de la CCNUCC et du protocole de Kyoto a exigé l'acquisition de nouvelles compétences et de capacités améliorées dans les pays en développement. Plusieurs de ces pays continuent à chercher à acquérir les compétences humaines et institutionnelles pour se conformer à la production des rapports et aux autres exigences de la Convention et du Protocol et pour accéder aux ressources disponibles pour soutenir leurs actions climatiques.

Le PNUE assiste les parties dans la création et le renforcement des capacités dans les domaines scientifiques, technologiques, organisationnels et institutionnels ainsi que des ressources humaines pour la mise en œuvre de la Convention et du Protocol, la conformité à leurs exigences, et établir la coopération nécessaire aux niveau national, régional et international.

Le PNUE fournit un soutien pour le renforcement des capacités et entreprend des activités permettant la planification et le reportage sur le changement climatique. Le PNUE a aidé les pays à entreprendre des programmes d'action nationale pour l'adaptation et, actuellement, appui les plans nationaux d'adaptation qui donnent priorité aux actions d'adaptation. Le PNUE aide aussi plus de 30 pays à mener des évaluations de leurs besoins en matière de technologie qui définissent les technologies les plus indiquées pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et le développement des plans d'action de technologie pour faciliter le transfert en douceur des technologies sélectionnés. Le PNUE a aidé et continuera à aider des dizaines de pays dans leur adoption des mesures de renforcement de l'échange entre les communications nationales et la convention.
En plus de la planification et de l'établissement des rapports, le PNUE aide les pays à accéder au financement sous le Fonds d' Adaptation, en tant qu'une entité multilatérale chargée de la mise en œuvre mais aussi à travers un programme d'appui pour les pays qui créent ou enregistrent leurs entités nationales chargées de la mise en œuvre. De même, le PNUE a appuyé la création des capacités humaines et institutionnelles pour le développement des marchés nationaux de Mécanisme pour un Développement Propre (MDP), y compris l'accréditation des entités nationales désignées et le développement des projets d'investissement.

GARDER LES LIGNES DE COMMUNICATION OUVERTES



“Le projet m’a montré clairement ce que, en ma capacité de leader communautaire local, je peux faire en collaboration avec ma communauté pour prévenir ou adapter nos pratiques culturelles aux changements climatiques.”

Amadou Touré,
Leader Communautaire,
Guinée, Afrique de l’ouest

LE PROBLÈME Les Communications Nationales, sous la convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCUNCC), sont des rapports que les pays signataires sont requis de soumettre sur le travail effectué ou intentionné pour réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES) et mettre en application la convention. La production des communications nationales fournit une abondance de données et solidifie l'expertise nationale pour intégrer l'atténuation et l'adaptation des changements climatiques dans le processus de prise de décision.

En plus des données climatiques pertinentes limitées et de l'insuffisance des systèmes d'archivage de l'information, le plus grand défi pour les pays en développement est le manque de compétences humaines et institutionnelles pour l'élaboration des rapports sur une base régulière.

LA SOLUTION Depuis 1997, le PNUE a travaillé, dans 78 pays, avec des équipes nationales pour les aider à consolider les compétences dont ils ont besoin pour produire des Communications Nationales. Le PNUE a mis à la disposition des experts nationaux des matériels d'orientation, a révisé et fourni un feedback sur les rapports préliminaires et les études thématiques.

IMPACTS Avec l'appui du PNUE, 20 pays ont préparé, finalisé et soumis leur première Communication Nationale. Dix autres pays ont soumis leur deuxième Communication Nationale. L'assistance du PNUE a aidé les pays à mener des études techniques sectorielles, interpréter les résultats, et identifier les secteurs prioritaires pour leurs plans de développement national ou sectoriel. A travers le programme, le PNUE a aussi aidé plus de 40 pays à établir des accords institutionnels pour préparer leurs Communications Nationales.

APPUI Le Fonds pour l'environnement mondial et les gouvernements nationaux

SITE INTERNET http://ncsp.undp.org/

En fin 2005, le PNUE a commencé à aider la République de Moldova à préparer sa seconde Communication Nationale. Grâce à une combinaison d'appui administratif à l'équipe de gestion du projet, d'appui technique aux experts nationaux et des ateliers de formation sur l'utilisation des outils et méthodologies, Moldova a soumis sa seconde Communication Nationale accompagnée par un inventaire national des GES à la CNUNCC en Janvier, 2010.

Les informations et l'expertise acquises durant la préparation de la Communication Nationale ont joué un rôle central dans la formulation d'une stratégie nationale concernant le changement climatique, qui fait l'objet d'une revue nationale en cours. De même, un nombre de mesures visant l'intégration des considérations liées aux changements climatiques dans les plans de développement sont sous considération. Le ministère de l'environnement encourage des mesures pour intégrer les questions liées aux changements climatiques dans le système national d'éducation.

CIBLER LES TECHNOLOGIES

"Pour le Sénégal, le projet d'appui aux EBT offre un bon moyen d'avoir une idée sur la situation actuelle des technologies propres dans le pays. Le pays espère produire un plan d'action détaillé de technologie qui sera un outil utile pour la mise en œuvre des programmes et projets dans plusieurs secteurs. Le projet d'appui aux EBT peut aussi faciliter la préparation des mesures d'atténuation adaptées au contexte national et la mise à jour des programmes d'action nationaux pour l'adaptation."

Mass Ndour,
Coordinateur du projet d'appui aux EBT,
et
Mbaye Diagne,
consultant de projet,
Sénégal

LE PROBLÈME Les pays en développement ont besoin d'accéder aux technologies avancées pour s'adapter aux conséquences d'un climat changeant et en même temps réaliser une meilleure croissance économique et développement social sans augmenter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

Il existe un certain nombre d'obstacles importants à l'adoption rapide de telles technologies, y compris des prix d'achat élevés, des restrictions d'import et d'export, des politiques et des règlements de gouvernement inadéquats, et un manque d'expérience et de connaissances en matière d'opérer et de maintenir ces technologies. Tous ces facteurs peuvent inhiber les efforts visant à mettre à profit les investissements qui aideraient une diffusion plus rapide des technologies respectueuses du climat. Ainsi, les pays en développement signataires de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCUNCC) sont encouragés à entreprendre une évaluation valable des besoins technologiques propres au pays, connue sous le nom d'évaluation des besoins technologiques (EBT).

LA SOLUTION A travers le projet d'évaluation des besoins technologiques, lancé vers la fin de 2009, le PNUE aide 36 pays à identifier les technologies les plus urgentes et à plus grand impact dont ils ont besoin dans un climat changeant et d'analyser le marché et les entraves commerciales qui préviennent leur accès à ces technologies. Les pays considèrent également leurs options politiques, institutionnelles et financières pour surmonter ces obstacles afin de préparer leur plan d'action national technologie.

IMPACTS Avec l'appui du PNUE, les centres régionaux fournissent actuellement un soutien sur place en visitant les pays qui le demandent et ont mis sur place un service d'assistance en ligne pour répondre aux questions, fournir des informations, et faciliter la revue des rapports de pays.

Le PNUE a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ainsi que d'autres organisations pour développer une plateforme web Clima¬tetechwiki qui donne accès à l'information sur une large gamme de technologies pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques aux compagnies financières et à celles opérant dans le domaine de l'énergie.

Quinze pays ont développé l'expertise nécessaire pour préparer leur évaluation en besoins technologiques et leur plan national d'action technologie. Sept ont développé l'expertise nécessaire pour préparer leur évaluation en besoins technologiques et leur plan national d'action technologie. Sept pays ont déjà préparé la liste des technologies prioritaires qui, idéalement, devraient être adoptées et ils sont dans le processus de préparer leurs plans d'action Technologie, qui les aideront à mettre en œuvre les technologies identifiées dans leur pays. En plus, 21 pays participeront dans des séminaires de formation en 2011. Ces 21 pays tireront profit des expériences des pays ayant participé dans la formation précédente à travers Tech-action, une plateforme sur internet qui collecte des informations sur les activités EBT en cours.

En aidant les pays à articuler leur besoins en technologie, ce projet accélère la pertinence et le taux de transfert de technologie dans ces pays.

AGRANDIR

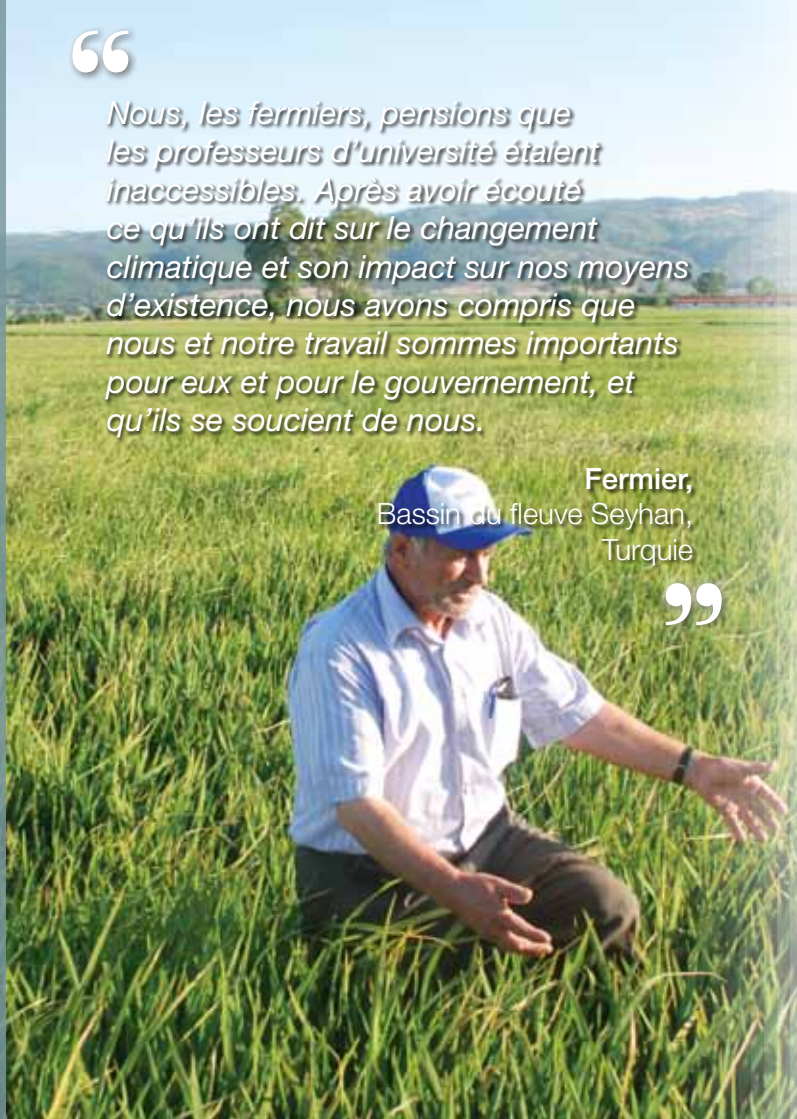
Au Sénégal, un coordinateur de projet national et deux leaders d'équipes ont été formés pour préparer une évaluation nationale des besoins en technologie et un plan national d'action technologie. Un cadre institutionnel avec des opportunités considérablement améliorées pour la participation de diverses parties prenantes dans la planification technologique a été établi.

Le Sénégal est arrivé à un consensus sur ses priorités en technologie et considère les obstacles auxquels il fait face pour l'acquisition de ces technologies.

APPUI Fonds pour l'environnement mondial et TMA Norvège.

SITE INTERNET
http://www.tech-action.org/;
http://www.climatetechwiki.org/

CAPACITIES RENFORCEES, RESILIENCE AMELIOREE



Nous, les fermiers, pensions que les professeurs d'université étaient inaccessibles. Après avoir écouté ce qu'ils ont dit sur le changement climatique et son impact sur nos moyens d'existence, nous avons compris que nous et notre travail sommes importants pour eux et pour le gouvernement, et qu'ils se soucient de nous.

Fermier,
Bassin du fleuve Seyhan,
Turquie

LE PROBLÈME La Turquie est très vulnérable aux impacts du changement climatique. Les effets actuels du changement climatique incluent des températures d'été élevées, moins de précipitations dans les provinces de l'ouest, perte des eaux de surface, des périodes de sécheresse plus fréquentes, la dégradation des terres, l'érosion et l'inondation côtières. Si des mesures d'atténuation de l'impact climatique ne sont pas prises, ils vont réduire à néant les efforts de développement du pays. Cependant, la Turquie manque d'expertise pour faire face aux dangers climatiques et le degré de sensibilisation sur le changement climatique est faible.

LA SOLUTION L'appui du PNUE aux pays en développement pour identifier les mesures d'adaptation à travers les programmes d'action nationaux d'adaptation et les évaluations nationales des besoins en matière de communications et de technologies a jeté les ponts pour la collecte des connaissances, d'expérience et de leçons apprises qui sont maintenant utilisées et répliquées dans d'autres pays qui désirent développer des stratégies et des plans nationaux d'adaptation. En l'occurrence, la Turquie est l'un des pays dans lequel le PNUE travaille avec d'autres

agences onusiennes dans un programme commun pour améliorer la capacité de la Turquie à s'adapter au changement climatique et à gérer les risques au développement rural et côtier.

IMPACTS Plus de 380 personnes ont été interviewées sur les vulnérabilités, les dangers observés et les impacts associés au changement climatique dans des séminaires dans 11 provinces. L'information ainsi collectée a alors été prise en compte dans les stratégies nationales d'adaptation et de développement de la Turquie. Par exemple, de nouvelles considérations pour des projets d'infrastructure urbaine ont été ajoutées et des villes à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique ont été inclues dans la stratégie d'urbanisation durable dans trois provinces.

En général, à travers des ateliers et autres activités de formation, plus de 55.000 personnes; ou 2,5 pour cent de la population du bassin du fleuve Seyhan, sont à présent mieux informées et plus aptes à faire face aux effets que le changement climatique aura sur leur vie et leurs moyens d'existence dans les décennies à venir.

Le programme commun a aussi aidé à acquérir l'expertise nécessaire au pays pour développer sa stratégie et son plan national d'action pour l'adaptation au changement climatique. Ce plan était une étape importante dans l'intégration d'une démarche soucieuse de l'adaptation aux changements climatiques dans le plan de développement de la Turquie et a déjà était approuvé par le ministère de l'environnement et de l'urbanisation.

APPUI Espagne/Le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

SITE INTERNET http://www.iklimmdgf-tr.org/

AGRANDIR

Dans le cadre du programme commun, une étude des besoins en matière de connaissances a été organisée par les experts du PNUE, impliquant 67 institutions et 190 universités. Les résultats ont été utilisés pour développer un vaste programme de renforcement des capacités. Ceci inclut travailler avec le centre de la formation continue et le Département des sciences de la terre de l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara sur la conception et la mise en œuvre d'un programme de certificat intitulé "Changement Climatique, les Politiques d'adaptation et la Turquie" qui a déjà formé 33 professionnels du gouvernement et des organisations non-gouvernementales (ONG). Le programme de cours a été adopté par l'université et répété en 2011 avec la participation de 20 professionnels du gouvernement, ONG et gouvernements locaux. Un curriculum d'un programme de cours de second cycle sur "L'adaptation aux changements climatiques" a été établit.

Dans d'autres activités, plus de 1,400 experts gouvernementaux provenant des niveaux local et central ont reçu une formation sur des sujets tels que la mesure de l'humidité du sol, le genre et les changements climatiques, des systèmes de surveillance et d'alerte rapide pour la planification et la gestion des inondations. En plus, dans le cadre des projets sur le bassin du fleuve Seyhan bénéficiant de petites subventions, 1,500 fermiers ont développé des compétences portant sur l'adaptation aux effets du changement climatique sur leurs fermes.

L'ABC DU MDP

“Le projet était la poussée dont nous avions besoin pour structurer notre développement de projet, et nous avons maintenant un nombre de promoteurs qui tiennent à développer leurs projets avant l'expiration de la période d'engagement de l'accord de Kyoto. Le projet a aussi renforcé la sensibilisation sur le MDP et nous a aidé à établir notre DNA.”

Ann Gordon,
Chef Météorologiste adjoint (par intérim),
Service Météorologique National Belize

LE PROBLÈME Le mécanisme de développement propre (MDP) du protocole de Kyoto a été conçu pour aider les pays industrialisés à diminuer les coûts issus de la réduction des émissions de dioxyde de carbone tout en aidant les pays en développement à réaliser un développement durable à partir des investissements, transfert de technologie, amélioration de l'environnement et la création d'emploi. Mais quelques pays en développement n'ont pas suffisamment de compétences, d'expertise, de politiques ni des lois nécessaires pour exploiter pleinement les opportunités offertes par le MDP. Ils ont besoin de formation pour développer les compétences pour identifier, développer, réviser, autoriser et mettre en œuvre des projets conformes aux règles du MDP.

LA SOLUTION Le projet du PNUE pour le renforcement des capacités aux fins du mécanisme pour un développement propre (CD4CDM) a fourni un programme complet de formation et d'appui en matière de connaissances dans 33 pays

de l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes.

IMPACTS Les gouvernements ont reçu une assistance juridique, réglementaire, technique ainsi qu'en matière de coordination. Ceci a conduit à l'établissement de 33 autorités nationales désignées, les institutions nationales qui approuvent les projets MDP dans les pays d'accueil. CD4CDM a aussi redynamisé le marché du MDP dans les pays participants, en fournissant à 8.000 acteurs concernés les compétences et les connaissances nécessaires pour comprendre le cycle de projet MDP (2.500 d'entre eux étant des experts provenant des secteurs public et privé, y compris 600 du secteur financier). Ceci a conduit à la création de 33 portefeuilles nationaux. Avec l'appui de CD4CDM, quelques 840 idées de projet ont été identifiées dont 440 ont déjà été officialisées et 76 projets; présentés pour validation. Des portefeuilles MDP ont été promus sur les sites internet MDP nationales, à travers « Carbon Expo » et au sein des forums régionaux de carbone rassemblant les acheteurs et les vendeurs de crédits carbone (réductions certifiées des émissions). Les forums latino américains et africains ont été lancés par CD4CDM, et sont maintenant institutionnalisés comme des événements annuels.

CD4CDM a aussi développé un grand nombre de publications constituées de guides, de rapports de recherche, documents d'opinion, et des outils internet qui, ensemble, ont diminué les asymétries de l'information et les coûts de provision. Le PNUE a créé le MDP Bazaar, une plate-forme en ligne pour faciliter le partage des informations qui reçoit 160,000 visites par mois, ainsi que les bases MDP et JI, une des principales bases de données MDP, et des sites internet d'analyse et de développement de marché.

APPUI La Commission Européenne, le PNUE- Centre Risoe.

SITE INTERNET http://cd4cdm.org/; http://www.cdmbazaar.net/; http://www.cdmpipeline.org/

AGRANDIR

L'Égypte était l'un des premiers pays dans lequel le projet CD4CDM a débuté. Les activités de renforcement des capacités du PNUE allant de 2002 à 2006, ont permis la création de l'autorité nationale désignée et ont aidé le pays à devenir un porteur actif de projet MDP. L'Egypte a ratifié le protocole de Kyoto lors de la période d'exécution du projet et dispose aujourd'hui de près de 95 MDP à différentes étapes de développement dans différents secteurs y compris l'énergie renouvelable, le reboisement, la gestion des déchets et le remplacement des hydrocarbures. Globalement, l'Egypte a réduit de plus de six million de tonnes ses émissions de CO_2.

LE DEMARRAGE RAPIDE ET PRATIQUE DE L'IRAQ

"Le programme de partenariat du PNUE et du PNUD sur le changement climatique pour appuyer l'Iraq dans le renforcement des capacités nécessaires vient au moment opportun car l'Iraq vient juste d'adhérer à la CCNUCC et au Protocole de Kyoto. Il permettra à l'Iraq de faire avancer ses connaissances et de combler son retard par rapport au reste du monde en matière de prise de conscience et de compréhension des implications du changement climatique sur le développement durable de l'Iraq et élaborer des stratégies d'adaptation et d'atténuation pour assurer la résistance du pays aux changements climatiques."

Dr Kamal Lateef,
Ministre adjoint,
Ministère de l'environnement,
Iraq

LE PROBLÈME En 2009, la république de l'Iraq est devenue le 194ème pays à ratifier la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Mais, après près de trois décennies d'isolation de la communauté internationale et dû au fait que le ministère de l'environnement est nouvellement créé, l'Iraq a du chemin à rattraper. L'expertise nationale est trop limitée pour aider le pays à répondre aux défis du changement climatique, et à évaluer les menaces potentielles et les impacts sur ses ressources naturelles, son environnement et ses populations.

LA SOLUTION Le PNUE et le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), ont travaillé avec l'Iraq pour l'aider à acquérir l'expertise nécessaire pour la mise en œuvre des dispositions de la CCNUCC et du protocole de Kyoto. Ceci inclut le renforcement du rôle du ministère de l'environnement en tant qu'institution nationale chef de fil et point focal de la CNUCC en créant une unité chargée des questions portant sur le changement climatique; qui emploie des experts tirés de divers départements, fournissant une formation à l'équipe nationale iraquienne de négociation et créant des liens avec d'autres ministères du gouvernement ayant un rôle important à jouer dans l'atténuation

et l'adaptation aux changements climatiques. Un nombre de groupes de travail interministériels spécialisés ont aussi été mis sur pied.

IMPACTS En collaboration avec le ministère de l'environnement, et avec l'appui des experts nationaux et internationaux, le PNUE et le PNUD ont appuyé la mise en place d'un comité interministériel sur le changement climatique. Ceci, ainsi que la formation d'un programme intégré sur le changement climatique, ont aidé à transformer la question du changement climatique en un thème trans-sectoriel prioritaire au niveau national.

A peu près 100 personnes ont reçu une aide et une formation spécialisées, et les activités de sensibilisation sur le changement climatique ont été menées dans différents ministères et régions.

Le Ministère de l'environnement a aussi été appuyé en matière d'acquisition des compétences pour préparer les propositions de projet et mobiliser des ressources financières. A ce jour, quatre projets portant sur la première Communication Nationale à la CCNUCC, l'adaptation des régions marécageuses du pays, la promotion de l'énergie renouvelable et sur le renforcement des capacités pour le mécanisme d'un développement propre, ont été –ou sont en processus d'être- financés. En plus, le partenariat PNUE-PNUD a incité le ministère à demander un appui pour une revue plus stratégique de la politique environnementale du pays à travers le développement d'une stratégie nationale pour l'environnement et du plan national d'action en faveur de l'environnement.

Le niveau exact d'émissions des gaz à effet de serre (GES) pour l'Iraq n'est pas connu du fait que le pays n'a pas encore fait d'inventaire. Cependant, à travers sa composante sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et ses activités de sensibilisation dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie, le programme PNUE- PNUD a aidé à ouvrir la voie à la réduction des émissions des gaz à effets de serre. Le ministère du pétrole a déjà commencé à développer des plans de gestion des émissions des GES pour les compagnies pétrolières.

APPUI Programme de Développement des Nations Unies ; Fonds pour l'environnement mondial.

AGRANDIR

Le succès du programme, qui a commencé en 2010, est attribué au partenariat solide entre le Ministère de l'Environnement, le PNUE et le PNUD. Ensemble, ces partenaires ont pu mobiliser une large équipe d'agents intéressés et fournir une formation sur l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques aux membres de cette équipe.
De cette équipe d'à peu près 100 membres, un groupe central solide de 40 experts iraquiens, provenant des agences de gouvernement et du secteur académique s'est formé et reçoit des formations supplémentaires pour aider à préparer la première communication nationale à la CCNUCC esquissant les activités du pays pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention et la réduction des émissions, et pour préparer le premier inventaire nationale des GES du pays. Les données climatiques seront évaluées et analysées pour ouvrir la voie au modelage climatique et à une évaluation scientifique des conséquences et les vulnérabilités nationales qui découleront des changements climatiques.

NOTES

LE TRAVAIL DU PNUE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Science climatique

En mettant à profit ses atouts en tant qu'organisation scientifique, faciliter le développement des évaluations des changements climatiques, y compris pour les questions nouvelles et émergentes, et la recherche sur les conséquences climatiques pour informer les politiques et aider les pays dans le développement de leur propre expertise en sciences climatiques.

Croissance à faible intensité de carbone

Aider les pays à faire la transition vers une croissance à faible intensité de carbone et des économies vertes en évaluant les opportunités pour la réduction des émissions, en éliminant progressivement les technologies désuètes, en facilitant l'accès au financement y compris la stimulation de l'intérêt du secteur privé, et en promouvant la mise en valeur de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie propres et renouvelables à travers des choix politiques, technologiques et d'investissement.

Appui

Le travail du PNUE sur le changement climatique est basé sur les discussi
Cor

REDD

Aider les pays à développer des stratégies REDD+ transformatives, des institutions et approches financières REDD+, et tester des projets pilotes REDD+ innovateurs qui comprennent plusieurs éléments bénéfiques tels que la biodiversité et les moyens d'existence. Le travail inclut la promotion des consultations entre parties prenantes; y compris les peuples indigènes et les communautés qui dépendent des forêts pour leur survie ainsi que l'engagement du secteur privé pour démontrer le potentiel pour le REDD+ d'être un catalyseur pour une Economie Verte.

Adaptation

Assister les pays à réduire leurs vulnérabilités, et accroître leur résistance l'impact des changements climatiques en les aidant à produire des connaissances solides, dans l'usage des services rendus par les écosystèmes et la gestion des écosystèmes, et l' intégration de l'adaptation dans les plans et les politiques de développement.

Sensibilisation/ Conscientisation

Améliorer la compréhension et la sensibilisation générale des questions portant sur les changements climatiques, en assurant que les décideurs et les négociateurs politiques, les syndicats, la jeunesse, la société civile et le secteur privé ont accès à une information claire, pertinente et compréhensible sur les changements climatiques.

aux pays dans le processus CCNUCC

ons et les résultats de la CCUNCC, et aide les pays à répondre à leurs besoins par rapport aux dispositions de nvention et celles du protocole de Kyoto.

Pour plus d'information sur le travail du PNUE portant sur les changements climatiques, visiter notre site internet :

www.unep.org/climatechange

www.unep.org

Programme des Nations Unies
pour l'Environnement
P.O. Box 30552 - 00100 Nairobi, Kenya
Tel.: +254 20 762 1234
Fax: +254 20 762 3927
e-mail: uneppub@unep.org

PNUE